

## PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 27 novembre 2024



Objet : Demande d'accès à l'information du 21 octobre 2024

Par a présente, nous donnons suite à votre demande d'accès 155 du 21 octobre 2024, visant à obtenir une copie des documents, des données disponibles, des communications, des correspondances et des directives, sous quelque forme que ce soit, y compris des transcriptions, des courriers, des lettres, des textes, etc., de notre bureau relatif au :

- (i) nombre de coroners qui sont avocats;
- (ii) nombre de coroners qui sont médecins;
- (iii) nombre de coroners qui sont avocats et médecins;
- (iv) nombre de coroners qui ne sont ni avocats ni médecins;

par catégorie – (a) à temps plein, ou (b) à temps partiel – par année, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 jusqu'au 21 octobre 2024.

Concernant votre demande, le Bureau du coroner n'a pas à effectuer de comparaison de renseignements afin de répondre à une demande d'accès à l'information, et ce, conformément à l'article 15 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, chapitre A-2.1, ciaprès la LAI:

**15.** Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

...2

Québec Édifice Le Delta 2, bureau 390 2875, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 5B1 Téléphone : 1 888 CORONER Télécopieur : 418 643-6174 clientele.coroner@coroner.gouy.gc.ca

Pour la vie!

De plus, nous vous invitons à consulter les rapports annuels de gestion du Bureau du coroner et les décrets de nomination des coroners, publiés à la Gazette officielle du Québec, aux liens suivants :

https://www.coroner.gouv.qc.ca/bureau-du-coroner/publications-administratives.html

 $\underline{https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/gazette-officielle/la-gazette-officielle-du-quebec/partie-2-lois-et-reglements/$ 

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Veuillez recevoir, , nos salutations distinguées.

François Martin, avocat

Responsable de l'accès aux documents

et de la protection des renseignements personnels